

savoirs communs

CONNAISSANCES, RÉSISTANCES
LUTTES ET SAVOIR-FAIRE



Terre Citoyenne est une alliance constituée d'individus et d'organisations que la grandeur des enjeux actuels encourage à oeuvrer d'une même volonté.

Peu après apparaît l'**Université Internationale Terre Citoyenne** qui s'est créé comme objectif la mise en œuvre d'une démarche d'alliance pour mieux mobiliser, au service de l'éducation et de la formation, l'intelligence et l'imagination des citoyens.

Tous les mois, depuis deux ans, nous recueillons à travers des éditoriaux la voix et le message de ces hommes et femmes qui construisent ensemble des synergies, des rapports de confiance et des initiatives concrètes.

L'Alliance Terre Citoyenne et l'Université Internationale Terre Citoyenne vous proposent, le temps d'une lecture, d'aller à la découverte de ces individus et de leurs organisations. Nous vous souhaitons une bonne découverte et aussi, de bon augure, un monde plus solidaire, plus juste et un esprit de bien commun.



UiTC

Université Internationale Terre Citoyenne

Les OGM : alerte et scandale mondial

*Par Pierre Vuarin,
Co-créateur de l'Alliance Internationale
Terre Citoyenne*



JANVIER 2013

L'on nous prônait avec les plantes OGM, des récoltes merveilleuses, qui résisteraient à la sécheresse, qui seraient riches en nutriments, en vitamines et nous découvrons aujourd'hui les effets possibles sur la santé humaine d'un maïs OGM NK603, à travers la recherche réalisée par le CRIIGEN et dont les résultats viennent d'être publiés dans la revue Food and chemical toxicology.

À travers les conditions de réalisation de cette étude indépendante, des résultats obtenus, nous découvrons encore un peu plus le scandale démocratique au niveau mondial lié à cette tentative d'imposition de cette technologie à l'ensemble de la planète par quelques multinationales.

En effet, elles ont organisé leur non responsabilité en faisant adopter, en particulier par l'Europe, le fait qu'il n'était pas nécessaire de réaliser des études de toxicologie de manière systématique. Néanmoins, ces entreprises pouvaient les réaliser de manière optionnelle pendant au plus trois mois. Elles ont aussi interdit aux chercheurs de pouvoir faire des études sur les plantes OGM sans leur

accord explicite. Elles ont invoqué et organisé le secret industriel sur les quelques études disponibles. Elles ont mises en place avec la complicité de quelques scientifiques, des principes aberrants afin d'exclure certaines études gênantes. Elles sont aussi, de fait, présentes dans de nombreuses commissions d'évaluation nationales de biotechnologie à travers des chercheurs qu'elles soutiennent.

Maintenant, le CRIIGEN a découvert une mortalité fortement augmentée et un grand nombre de tumeurs pour les rats et rates nourries aux OGM NK603, mais aussi ceux nourris avec du roundup pendant deux années. Cela constitue une véritable alerte au niveau mondial.

Il faut que nous arrêtions le scandale international actuel en matière de gestion du risque concernant les OGM. D'une part, il faut que l'Europe, les USA et les pays concernés interdisent le NK603 et l'utilisation du roundup. D'autre part, il est nécessaire que de nouvelles études de deux années soient conduites en observant les paramètres sanguins, urinaires, hormonaux sur ce roundup NK603.

Il sera aussi indispensable de réaliser des études sur les OGM déjà homologués en Europe et dans les autres pays où des commissions d'évaluation des biotechnologies ont statué dans le monde.

Cette situation donne des responsabilités aux responsables politiques, aux scientifiques, aux citoyens pour penser et construire à partir de la situation actuelle, une transition vers une alimentation sans OGM au niveau mondial. (directe ou indirecte à travers l'alimentation animale).

Les résultats de cette étude risquent aussi de créer des effets sur les marchés agricoles où la demande en produits non OGM risque d'augmenter et où les spéculateurs sont toujours à l'affût de tout mouvement à la hausse ou à la baisse des prix. Il nous faudra être vigilant et exiger l'interdiction d'agir des acteurs non impliqués concrètement dans ces marchés. Une nouvelle situation s'ouvre aujourd'hui en matière alimentaire.



Bara Goudiaby, l'Afrique et la culture de la paix

Par Richard Pétris
Ecole de la Paix

MARS 2013

La voix à écouter est la voie à suivre

L'Alliance Internationale Terre Citoyenne commence à être une histoire ancienne, dans le meilleur sens du terme. Cela lui a permis de s'appuyer sur sa riche expérience pour jeter les bases d'une « université internationale terre citoyenne » qui saurait marier les savoirs locaux avec les besoins et les exigences d'un enseignement et d'une formation de caractère supérieur, pour servir le développement des populations et des communautés encouragées à se prendre en main. Pas étonnant, donc, que l'on puisse retrouver des trésors parmi les traces documentaires des nombreux échanges qu'elle a organisés ou auxquels elle a participé. Parmi les films réalisés par Philippe Cassard, notamment, une séquence se détache* : au début des années 2000, peu avant sa mort, Bara Goudiaby, leader paysan casamançais, dans le cadre de rencontres paysannes mondiales et avec la conviction affichée notamment par le Forum social mondial de Porto Alegre qu'« un autre monde est possible » s'exprimait sur le besoin d'une culture de la paix pour l'Afrique.

Bara s'était engagé, à la fois, pour l'avènement d'un mouvement paysan fort afin de répondre à la dégradation des conditions de production et d'existence sur le continent africain et pour la recherche d'une solution au conflit en Casamance qui respecterait ses habitants. C'est de cette situation qu'il s'inspirait donc pour affirmer que l'Afrique souffre d'un double déficit : de démocratie et de justice sociale. Et d'expliquer que, face à cela, « en Casamance nous parlons de construction d'une culture de la paix... de développement d'une culture de la paix basée sur une action locale et allant vers une refondation de notre patrimoine global. » Et que cette stratégie comporte trois axes qui définissent la culture de la paix : la réparation des blessures, la prévention des conflits et la promotion d'un développement durable. Nous disposons là d'un véritable programme fortement argumenté et, pas davantage que pour la paix, on peut désormais se permettre de feindre de ne pas comprendre de quoi il s'agit exactement !

Comment, face à une actualité brûlante, avec la catastrophe qui s'est abattue sur le Mali depuis plus d'un an et qui retentit sur l'Afrique toute entière, rester insensible à une telle parole qui n'a donc rien perdu de sa pertinence, au contraire ? Et puisque le projet de l'UITC est né en bonne part des fondements africains de l'Alliance terre citoyenne, comment ne pas voir là la responsabilité qui lui incombe tout particulièrement pour promouvoir une telle culture de la paix ? La voix de Bara ne peut nous réveiller fortuitement : les données brutes et brutales qui décrivent le Niger voisin, troisième producteur d'uranium de la planète en même temps qu'à l'avant-dernier rang mondial s'agissant de la pauvreté, ne peuvent nous laisser indifférents. Cet état de fait ne peut plus durer et Bara nous montre effectivement quelle voie nous devons suivre pour favoriser le développement et la paix en Afrique et au-delà !

Des ressources naturelles aux biens communs

Roger Moreau
*Membre de l'Association
des peuples de montagne du monde - APMM*



AVRIL 2013

L'expression "biens communs", de création, ou du moins d'usage récent, relève visiblement d'une intention d'élargissement et en quelque sorte d'humanisation de celle de "ressources naturelles", trop entachée d'économicisme, ce mal du siècle si bien synthétisé par l'expression "les affaires sont les affaires", qui sous-entend "les affaires avant tout".

La gestion participative et durable des biens communs considérés dans toutes leurs dimensions constitue à la fois une solution, et, comme toutes les vraies solutions, un problème et un défi considérables. Sortir de la réduction de l'humain au tout économique/technologique n'est pas simple, dans la mesure où cela suppose l'entrée dans la complexité mouvante et imprévisible qui caractérise la nature et la culture. Sortir de la fausse sécurité des technologies et des économies hégémoniques implique la prise en compte de la fragilité et de l'insécurité du vivant et du convivial, qu'il s'agit de réconcilier avec l'efficacité.

Pour être capable de relever ce défi, une société donnée doit disposer de quelques conditions favorables comme la présence simultanée d'un ensemble d'intérêts existentiels communs, et d'un système de valeurs éthiques communes, ou du moins ce qu'il en reste après des siècles

de colonisation brutale et de décennies de séduction commerciale insidieuse. ? Les choses se compliquent lorsque, comme c'est bien souvent le cas, il ne s'agit pas seulement de gérer un bien commun, mais aussi, et d'abord, de le défendre contre une agression ouverte, appuyée par toutes les ressources matérielles, techniques, scientifiques, financières dont dispose le système dominant. Dès lors, l'union des faiblesses, qui fait la force des peuples apparemment démunis devant les bulldozers, a besoin plus encore que pour une simple gestion, d'une cohésion éthique de nature communautaire.

Pendant des millénaires, les communautés dites primitives n'ont pas attendu l'apparition de l'expression "gestion des biens communs" pour développer des stratégies efficaces à maintenir l'usage durable et équitable des ressources que leur fournissait un environnement naturel à la fois prévenant et menaçant. Or la victoire des communautés archaïques sur les éléments se trouve remise en question lorsqu'une menace d'autant plus redoutable qu'elle ne provient plus de la nature, mais de l'homme lui-même, scientifiquement organisé, capitalisé, armé et équipé, pour, selon les cas et les époques, jouer du bâton ou de la carotte ?

Dans certaines conditions géographiques et politiques, notamment lorsque les biens à gérer ne sont pas convoités par des intérêts relevant du système hégémonique, leur gestion commune est envisageable moyennant certaines conditions. La besace d'ECADIM de l'AITC regorge d'exemples documentés de ce genre. Le contenu de la lettre d'information d'avril 2013 conforte lui-même cette idée.

Dans le cas contraire où les intérêts à grande échelle qui caractérisent ce moment de l'histoire entrent en concurrence dissymétrique avec une communauté territoriale, celle-ci se trouve en demeure de dépasser une situation d'administration pour entrer dans une dynamique de lutte, et de jouer sur le double registre combiné de la gestion positive de ses biens, et de la résistance au pillage et à la dévastation. Dans les deux cas est requis de la part de la communauté, un système de valeurs communes, qui, tout particulièrement dans la résistance, se trouve stimulé pour les besoins de la cause dans une dynamique de régénération sociale et communautaire qui, n'en doutons pas constitue l'un des enjeux majeurs de notre époque. Un processus qui passe de manière incontournable à travers la gestion et la défense conviviales des biens communs. -



La pêche artisanale : d'une économie de cueillette à la mondialisation

Charles BAKUNDAKWITA

**ADEPA - Association Ouest Africaine pour
le Développement de la Pêche Artisanale**

JUIN 2013

Elle est bien loin derrière nous cette époque où les pêcheurs artisans faisaient la pêche pour satisfaire les besoins alimentaires de leurs familles ou pour troquer avec les agriculteurs du coin quelques pièces de « thiof »¹ contre la banane ou le manioc. La croissance démographique et l'introduction de la monnaie dans le circuit des échanges ont changé la donne. Aujourd'hui, on pêche pour vendre. Vendre ici et ailleurs et au plus offrant ! La pêche est donc devenue un business. Il faut pêcher plus pour vendre plus et pour gagner plus quitte à tuer la poule aux œufs d'or.

Mais attention, la mer n'est pas un stock inépuisable. La situation qui prévaut aujourd'hui en Afrique de l'Ouest est critique. La pêche artisanale connaît une crise du fait de la surexploitation des ressources et de la dégradation de l'environnement marin. Les tendances actuelles de l'évolution des stocks montrent des signes inquiétants : réduction de la taille moyenne des poissons capturés, réduction des prises par effort de pêche, etc. Les quantités de poisson de fond à haute valeur commerciale sont actuellement inférieures au cinquième de ce qu'elles étaient en 1950.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Le poisson qui était naguère la première source de protéines

pour les familles démunies devient de plus en plus cher sur le marché local et pratiquement inaccessible aux petites bourses. Les femmes transformatrices de poisson manquent cruellement de matière première pour leur activité. Les jeunes se livrent à l'immigration clandestine faisant dire aux journalistes que « l'Europe prend le poisson de l'Afrique et les jeunes se noient en le suivant ». Dramatique.

« La crise globale du secteur des pêches maritimes soulève des inquiétudes légitimes quant à la durabilité des bénéfices économiques et sociaux qu'il procure. En Afrique de l'Ouest, de nombreuses pêcheries sont aujourd'hui dominées par le secteur artisanal, aussi bien en volume qu'en valeur des captures. Cette forme d'exploitation peu exigeante en investissements s'est développée de façon extrêmement rapide et non contrôlée. Les conséquences d'une aggravation de la crise sont donc particulièrement préoccupantes, tant du point de vue de la sécurité alimentaire que de la stabilité sociale.

Les causes de cette situation sont liées à une contradiction fondamentale entre la complexité intrinsèque du secteur de la pêche caractérisée notamment par la variabilité et l'instabilité des ressources, la sophisti-

cation permanente des techniques et des outils de pêche, de la diversité et de la mobilité extrême des pêcheurs, de l'influence croissante du marché mondial et des systèmes de gestion basés sur la seule intervention de l'Etat, supposé apte à remplir seul les fonctions de suivi, de réglementation et de contrôle de l'activité de pêche ».

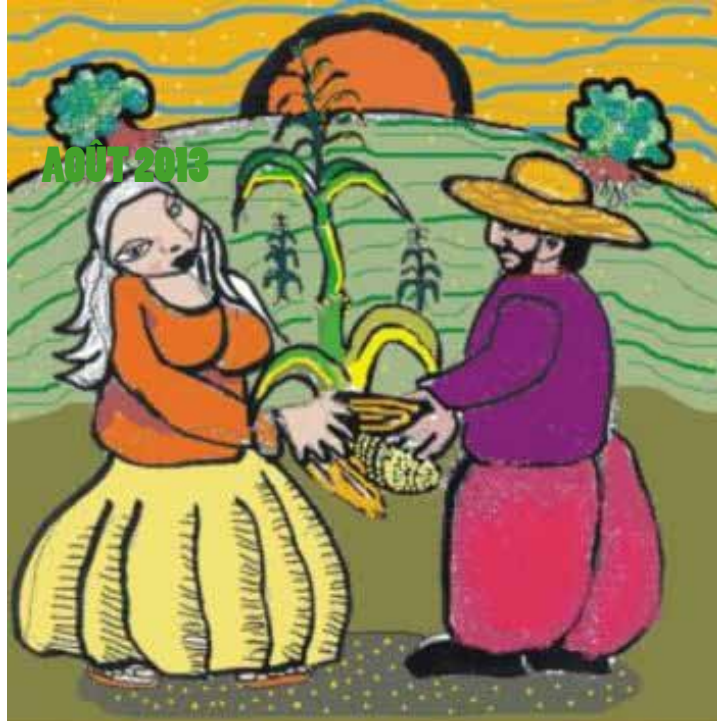
D'aucuns pensent que l'on peut mettre fin à la frénésie actuelle et revenir en arrière. Illusion. L'explosion démographique et la demande mondiale du poisson sans cesse croissante ne le permettraient pas. D'autres font une fuite en avant en prétendant qu'une aquaculture intensive peut remédier à la situation. Double illusion.

La cogestion des ressources halieutiques, basée sur le partage des responsabilités entre les différents acteurs, apparaît ainsi comme la principale alternative viable. On ne peut y arriver sans le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et politiques des pêcheurs artisans. C'est dans cette perspective que l'Association Ouest Africaine (ADEPA) a initié un cycle de formation des leaders sociaux de la pêche artisanale dans les sept pays membres de la CSRPA. L'atelier de clôture de ce cycle est prévu du 11 au 13 juin 2013. -

L'origine des aliments

Gustavo Duch

**Revue «Soberania Alimentaria»,
fondateur de Vétérinaires sans Frontières**



AOÛT 2013

Ils lancent une nappe sur l'herbe autour d'un vieux chêne vert et, entre des sourires, chacun dépose sa contribution dans cette fête annuelle. Plusieurs pains, au blé, de seigle, aux céréales ; différents fromages, au lait de brebis, affinés et tendres ; une tourte aux œufs durs et aux poivrons ; des tortillas aux pommes de terre et aux légumes ; vdes crèmes froides et d'autres chaudes ; des fruits et pâtisseries de couvent et du vin, plusieurs bouteilles de bon vin fait maison.

Enfin, quand tout le monde se trouve autour de la table du pique-nique, l'aînée d'entre eux se lève et commence sa litanie, comme une vieille chamane. Elle ne fait que réciter, mais elle semble avoir une bande de musicien qui l'accompagne.

- «La nourriture que nous avons ici ne sont pas des aliments morts et synthétiques, ils ne viennent pas d'usines lointaines, des animaux n'ont pas été maltraités. Aucune terre n'a été volée ou achetée à des prix spéculatifs tout

en déplaçant ses habitants, ni a été défendue avec des chars et la guerre. Ils n'ont pas épuisé la terre avec du poison pour chercher à doubler les moissons annuelles d'une monoculture. Ils n'ont pas accaparé l'eau des rivières, ni vidé les cours avant d'atteindre la mer, ils ne s'approprient pas des aquifères. Ils n'ont pas été semés avec des graines brevetées, aux prix impossibles. Ils ne polluent pas et n'épuisent pas l'oxygène de la planète. Ils n'ont pas eu besoin de scientifiques autours d'eux en train de facturer chaque idée, chaque techniques, chaque savoir. Ils n'ont exploité aucune main-d'oeuvre, enfants et femmes, afin de réduire les coûts. Non, rien de tout cela est dans notre nourriture.

- Nos aliments ne sont faits que de biens communs -poursuit-elle-, de trois poignées d'une terre fertile et collective, de quelques gouttes d'une eau bleue de pluie et d'autres d'une irrigation partagée, le souffle d'un vent fertile ou le travail invisible, proche et libertaire d'une ruche, l'essence

distillée d'une sagesse antique et les graines que nous conservons dans un bocal en verre et que nous échangeons.

- C'est juste tout cela, une expression de Terre et de Soleil. Ce sont des matière vivantes qui naissent du partage et qui ont une valeur inestimable: elle n'ont pas de prix.

- Et elles alimentent bien.»

Ceux qui se réunissent tous les ans, depuis peu, sont de jeunes paysans qui ont trouvé une bonne agriculture, « celle qui donne vie à la terre », un avenir en dehors du capitalisme, la propriété privée et le fait de marchander avec tout.

Une matière vivante qui se fait à partir du partage. -



La grève agraire en Colombie : une lutte des paysans et des dignités

Diego Escobar Díaz
Coordinateur du Pôle UiTC
en Amérique Latine

SEPTEMBRE 2013

C'est ainsi que les agriculteurs colombiens nomment leur mobilisation actuelle : «une lutte pour la dignité».

Ce fait est tellement important que ce n'est pas seulement leur slogan central, il évoque également la reconnaissance, l'oubli, la justice et l'équité concernant leur situation déjà bien détériorée, atténuée en plus par L'État colombien tout au long d'une longue histoire de luttes, et maintenant au XXI siècle à travers les accords de libre échange qui touchent principalement ce secteur de la population et le pays en général.

La situation n'est pas simple si l'on prend en compte l'histoire. La Colombie est peut-être l'un des seuls pays en Amérique latine où il n'y a pas eu une réforme agraire redistributive du foncier ; depuis sa constitution coloniale, en passant par son indépendance, la République et les gouvernements démocratiquement élus, le mécontentement et le problème central de la possession et de la productivité de la terre ont non seulement dégradés les relations mais ont également motivés, au plus profond de leurs pratiques sociales, l'émergence de luttes et de résistances.

En ce nouveau millénaire, notre XXIe siècle, comme les questions foncières ont été cachées elles se sont également créées, d'une certaine manière, leurs propres portes de sortie. Cette « cocotte-minute », et cette instabilité constante pour le secteur paysan, a été approfondie comme le laisse apparaître un rapport appelé «Équité et efficacité dans les zones rurales en Colombie: une discussion des politiques pour l'accès à la terre », qui montre clairement que la situation de la propriété rurale est très inéquitable et même pire, car la concentration des terres s'approfondit entre 2000 et 2011, si l'on rajoute la question de l'occu-

pation informelle, dans laquelle 44,7% des propriétaires n'ont pas de titres officiels de propriété et seulement deux de cinq ménages ruraux ont accès à la terre avec une moyenne - très faible pour le pays - de 9,3 hectares et une grande dispersion dans les tailles.

Être lié au marché mondial sans aucune boussole éthique, échanger avec des économies qui protègent leurs différents secteurs productifs, commercialiser dans des conditions inégales, sans avoir réglé les problèmes internes et sans aider les plus démunis à avoir un réel accès à une qualité de vie, ce sont les plus grands déclencheurs de cette grève. C'est ainsi que les « dignités » se sont unis. D'abord les producteurs de pommes de terre, « les papeiros », d'oignons, qui traditionnellement produisent leurs activités dans les départements andins du pays, au sud Boyacá et de Nariño, à la frontière avec l'Équateur, et puis la dignité de la canne à sucre et des « paneleros », dans les départements de la vallée du Cauca, (centre et sud), les producteurs de café de six départements, les petits mineurs qui revendiquent leur dignité, il lutte contre l'ignorance à laquelle ils sont confrontés et à l'ouverture à grandes sociétés minières du monde.

Maintenant, la grève prend son envol dans la mesure où le gouvernement a répondu de la manière la plus basique et dégradante, par la force et l'indifférence. Le président Santos a déclaré au deuxième jour de grève «Je m'attendais qu'elle soit (la grève) plus forte » et bien sûr, le lendemain, les camionneurs ont rejoint le mouvement ; après deux semaines c'étaient le tour des étudiants, des syndicats et même la classe moyenne urbaine, qui transforme alors la grève paysanne en une grève nationale et civique, un phénomène qui ne s'était pas présenté avec ces caractéristiques depuis 1977.

Cette grève a également permis de rendre visible d'autres secteurs traditionnellement mis à l'écart comme, par exemple, les populations indigènes et africaines, qui travaillent depuis très longtemps la terre afin de la rendre productive en fonction de leurs perspectives culturelles ; ces populations ont été la cible des groupes armés, des grandes entreprises, des multinationales et des paysans eux-mêmes parfois. D'autres secteurs ont rejoint les manifestations, avec leurs propres slogans, leurs propres requêtes, que ce soit les chômeurs, les sans-abris, les gens ordinaires, tout le monde a quelque-chose à dire.

Mais il ne faut pas oublier que ce pays est le pays de Macondo et de Cent ans de solitude, où les problèmes se règlent d'abord en famille et ensuite avec les différents secteurs compromis, où les formalités prévalent sur les réalités et où, probablement, il faudra beaucoup du temps pour reconstruire le tissu social ; alors les deux parties concluront sur des accords ou la logique de nos propres dynamiques sociales feront que ces

accords seront une fois de plus insatisfaits, mais aussi elle fera revenir la résistance, cet éternel outil pour atteindre l'équilibre. Pendant ce temps, les leçons des actions présentes seront les avancées pour se confronter aux mouvements futurs.

Cette grève agraire en Colombie nous invite à poursuivre la réflexion et à contribuer à ce que nous considérons comme plus important et de plus vivant dans notre société, aujourd'hui et dans l'avenir. Il est impératif d'agir maintenant, notamment sur la question de la gestion des ressources naturelles et du bien commun comme alternative à la financiarisation, à la gestion responsable des écosystèmes, à l'utilisation correcte des semences, à l'utilisation équitable des terres et à la richesse de préserver l'eau et la vie comme le principal moteur du développement, parce qu'il ne faut pas attendre à faire quelque chose parce que nous n'avons rien. Activons-nous, au mois d'octobre, et luttons pour nos biens communs ! -

Boule de neige, pour la renaissance du commun

Roberto Louvin
*Président de la Vallée d'Aoste et université de
la Vallée d'Aoste*



NOVEMBRE 2013

Combien de personnes cherchent partout dans le monde une alternative équitable à la propriété individuelle souveraine, à l'omniprésence des lois de la concurrence et à l'expansion sans bornes des monopoles privés dans l'occupation et la gestion des ressources naturelles ?

Ne ressentons-nous pas l'urgence de trouver une solution solide et durable à des relations humaines, propriétaires et productives inspirées uniquement par la recherche du profit et la compétition entre les individus.
Nous avons probablement pensé, par moment, que tout cela devait être un rêve, une utopie.
Nous ne pensons plus, après Guérande.

Nous sommes aujourd'hui certains que cela est plus que possible : cela est in-dis-pen-sa-ble.
Le feu allumé par les expériences partagées lors de cette rencontre en Loire Atlantique a réchauffé les cœurs, mais a aussi et surtout éclairé les esprits.
Il a permis de «voir clair et vouloir vivre», comme l'a écrit Emile Chanoux.

Nous l'avons compris jour par jour, en écoutant nos frères, nos hermanos : c'est ainsi que nous avons mieux compris nous-mêmes.

Défendre et renforcer les systèmes de gouvernance des ressources naturelles, des marais aux rizières, des jardins urbains aux pâturages, de l'eau au plancton, à travers la planète entière est un devoir collectif : nous en avons eu des témoignages concrets, que nous pouvons étudier, le pratiquer, corriger, améliorer, partager.

Guérande n'a pas été un colloque scientifique, une salle de conférence où quatre pelés et un tondu se sont trouvés pour discuter du sexe des anges.

Elle a été le lieu où le vécu et la théorie se sont rencontrés, l'endroit où nous avons compris que l'économie et le droit ne sont pas que des théories abstraites ou les instruments de la domination et de l'exploitation : ils peuvent devenir l'outil pour bâtir et structurer de nouveaux systèmes de relation avec la terre, avec Pachamama, avec l'eau, avec le vivant de la planète.

Une relation spirituelle, avant même que matérielle.

Les ressources naturelles ne sont pas des biens matériels tout court, des moyens purs et simples pour subvenir à nos besoins. Elles sont une composante irremplaçable de notre propre condition humaine : nous devons aménager et entretenir avec elles des relations respectueuses, permettant un partage équitable et soucieux des intérêts des générations futures.

Mère nature, mer et nature...

Pourtant, combien sont-ils encore ceux qui ignorent encore cette règle élémentaire ?

Antoine de Saint-Exupéry le savait bien : « Les grandes personnes ne comprennent jamais rien toutes seules ». il faudra les aider.

Nous devons nous unir pour arrêter la conduite arrogante de l'homme grisé par son égoïsme, aveuglé par son illusion d'omnipotence, violant de façon irresponsable les règles fondamentales de sa propre mère.

Comme cela s'est déjà produit dans le passé pour l'espace physique et les ressources naturelles, c'est aujourd'hui dans la dimension numérique et à travers le réseau que se réplique l'histoire séculaire de l'occupation, de l'appropriation, des enclosures de la part du plus fort au détriment de la communauté.

Là aussi, heureusement, le réveil, l'organisation et la mobilisation collective dressent des remparts puissants, grâce à des formes nouvelles de solidarité communautaire – de Wikipedia aux Creative Commons – contre la barbarie de l'exploitation marchande des terres communes virtuelles du savoir ancestral, de la musique, de la médecine traditionnelle, des logiciels, de la génomique.

La partie est engagée.

La logique de la non-rivalité doit jouer ses cartes. Elle sait séparer les biens privés individuels de ce qui appartient à la communauté, identifiant correctement les usagers, leurs droits et leurs responsabilités. Elle permet un accès de l'extérieur à celui qui accepte la règle commune, se modernise et s'adapte face aux défis et aux changements extérieurs, soient-ils climatiques ou économiques.

Voilà le meilleur atout face à la pensée unique de la compétition et de la financiarisation omnivore.

Nous avons tiré ensemble la leçon des conflits dont chacun est témoin dans son pays. La chronique nous en illustre, jour après jour, les conséquences dramatiques, surtout en terme d'épuisement des ressources.

Nous allons donc écrire ensemble les règles d'une nouvelle convivialité économique, fondée sur une expérience millénaire pour une solidarité active, salvatrice, porteuse de bonheur et d'espoir.

Nous articulerons ainsi notre nouvelle grammaire (faut-il dire grammaire ? ou grand-mère ? ou grande mer ?) commune ; celle d'une humanité qui réapprend à se conduire, à se tenir dans les limites que la nature lui assigne.

L'homme de montagne que je suis ne peut s'empêcher de souhaiter – et de se réjouir de travailler avec vous – pour un 'effet boule de neige' à partir de ce moment extraordinaire de réveil et de réflexion.

Pour que cette première convergence d'expériences de gestion des commons, tantôt merveilleuses mais parfois aussi, nous l'avons vu, tragiques pour les attaques que le commun a subi, fasse croître de façon exponentielle la réorganisation de l'oïkonomie, l'économie globale très bien expliquée par Pierre Calame.

En roulant lentement le long d'une pente enneigée, la petite boule va grossir.

Au fur et à mesure qu'elle roule, elle grossit de plus en plus.

La force de cette boule minuscule est immense, lorsqu'elle arrive au fond de la pente. -



L'Année Internationale de l'Agriculture Familiale : une occasion exceptionnelle pour avancer vers le changement du modèle de civilisation

Fernando Rosero Garcés
Centre Andin pour la Formation de Leader Sociaux,
CAFOLIS

JANVIER 2014

L'Année internationale de l'Agriculture Familiale, l'AIAF, a été inaugurée le vendredi 22 novembre dernier aux Nations Unies, à New York, avec la participation de José Graziano da Silva, directeur de la FAO et des délégués d'organisations paysannes de différentes régions du monde. Ce même jour, et en décembre, plusieurs événements de lancement de l'AIAF se sont déroulés dans d'autres pays. En ce moment même, janvier 2014, plusieurs villes accueillent des activités programmées autour des semences, des transgéniques et de la commercialisation des aliments. L'Assemblée des Nations Unies, lors de sa session plénière réalisée le 22 décembre 2011, avait approuvé la proposition des organisations de la société civile de déclarer 2014 comme l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale afin de « promouvoir, dans tous les pays, de vraies politiques actives en faveur du développement durable, des systèmes agraires basés sur l'union familiale, de favoriser des orientations pour leur mise en place, d'amplifier le rôle des organisations agraires, paysannes et de pêche artisanale, et de sensibiliser l'ensemble de la société civile sur l'importance d'encourager l'agriculture familiale. Tout cela dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, la recherche de la sécurité alimentaire et d'un milieu rural vivant basé sur le respect de l'environnement et de la biodiversité. »

Le projet de Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies a été présenté par les Philippines et coparrainé par l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil, Brunei, Cuba, la Colombie, l'Équateur, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, le Niger, le Pérou, Saint Vincent et Grenades, les Seychelles, Sierra Léone, Singapour, les Iles Salomon, l'Espagne, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Timor Oriental, le

Togo, le Turkménistan, l'Ukraine, la Tanzanie, l'Ouzbékistan, les Vanuatu et le Vietnam.

La déclaration de 2014 AIAF est le résultat d'une large mobilisation sociale, qui a débuté en 2008, où 355 organisations paysannes, de peuples originaires et de centres de développement de 60 pays des cinq continents se sont impliqués et ont reçu l'appui du Forum Rural Mondial, le FRM.

Sans aucun doute, l'Agriculture Familiale Paysanne, AFP, joue un rôle significatif dans l'approvisionnement des aliments des villes (autour de 65%), qui inclut 1500 millions de femmes et d'hommes paysans travaillant sur près de 404 millions de parcelles de moins de deux hectares, dans différents pays du monde. Mais il n'est pas en trop de rappeler qu'approximativement 150 millions de personnes sont bergers et 100 millions sont issus de la pêche artisanale. Globalement, près de 370 millions d'agriculteurs familiaux font partie de communautés indigènes et des peuples originaires.

Le rôle des femmes dans l'AFP a été traditionnellement important de par leur participation sur toutes les phases et activités productives, mais également de par leur contribution à l'économie destinée à protéger les membres de leur famille. Cette participation a augmenté ces dernières années dû à une hausse des migrations campagne-ville, et comme conséquence à des conditions économiques et sociales difficiles dont subit la majorité des agricultures familiales dans le monde.

Les apports de l'AFP sont également significatifs concernant la récupération et libre circulation des semences anciennes, la conservation de l'agro-biodiversité et la reproduction des systèmes écologiques des différents territoires du monde.

Si bien la révolution verte, qui commença dans les années soixante du siècle dernier, a aussi introduit la technologie mécanique et l'agrochimie entre les petits producteurs, actuellement les différentes formes d'agriculture familiale sont intéressées à développer une production propre, organique, pour une auto-consommation familiale mais également pour la vente sur le marché.

Au regard des perspectives macroéconomiques, les apports de l'AFP dans la création d'emploi, de meilleurs revenus et de la participation au produit intérieur brut agricole sont très significatifs.

Malgré cela, les politiques publiques de la majorité des pays du monde ne font pas bénéficier de prix de soutien à la production de l'agriculture familiale, ni de crédit différencié ou d'appui technique aux producteurs. L'investissement public s'oriente vers la mono-production de commodities pour l'exportation, ayant pour effet que la pauvreté et la malnutrition dominent les campagnes.

L'AFP joue un rôle stratégique dans le changement des politiques rurales, et spécialement dans les politiques d'éradication de la pauvreté, comme on le voit au Brésil, en Bolivie et en Équateur. Ces dernières années, certains pays ont proposé, et sont en train d'exécuter, des politiques inter-sectorielles permettant que les programmes de protection sociale destinés aux enfants et aux personnes âgées puissent utiliser des aliments issus de l'agriculture familiale.

Actuellement il y a débat, dans un nouveau contexte, sur le rôle de l'agriculture familiale dans le changement de la matrice productive des campagnes. Il y a ceux qui parient sur la hausse de la production agricole par le biais d'une plus grande spécialisation et d'un investissement majeur dans les énergies fossiles (agrochimiques de différents types) et les semences transgéniques ; mais la majorité des producteurs d'aliments proposent d'amplifier les agricultures familiales paysannes par des politiques différenciées d'accès à la terre et à l'eau, au crédit, à l'assistance technique, à la formation, à la commercialisation et à la libre circulation des semences anciennes, comme le fait déjà la Réunion Spéciale d'Agriculture Familiale - REAF du Mercosur. Dans cette même perspective, et suite à une sérieuse étude dans différents continents, le Rapporteur Officiel des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, le professeur belge Olivier De Schutter, propose une transition vers l'agro-écologie comme politique stratégique, permettant d'assurer l'accès à une alimentation saine pour la population mondiale, et comme instrument permettant de contrôler le changement climatique en diminuant la production de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, l'AIAF est une occasion exceptionnelle d'élaborer, développer et exécuter des politiques agricoles publiques centrées sur l'agriculture familiale et dans l'agro-écologie, à différents niveaux de gouvernance : locale, nationale, régionale et globale. -

Penser des politiques alimentaires urbaines



Isabelle Lacourt et Maurizio Mariani
Plateforme internationale Eating Cities / Risteco

MAI 2014

Les contours d'un nouvel aménagement territorial.

L'alimentation est un pilier indispensable dans la mise en oeuvre de la transition vers la ville durable et cela pour deux raisons : tout d'abord en raison des flux de matières et d'énergie mobilisés dans toute la chaîne alimentaire ; ensuite pour des raisons conceptuelles car à travers l'image, très juste, de « la ville qui mange » avec tout ce que cela implique au niveau des modes de vie, des systèmes d'approvisionnement, des choix collectifs et individuels, on appréhende le territoire non plus comme un objet inanimé, une surface géographique entourée par une frontière administrative et politique, mais comme un être vivant collectif .

Un foisonnement d'innovations qui incite de plus en plus de villes à réévaluer l'alimentation comme un vecteur d'amélioration de leurs politiques urbaines et ce faisant ouvrent simultanément plusieurs pistes de réflexions de recherche et d'action. Tout reste à faire ou presque pour construire les outils qui feront de l'alimentation quotidienne des citoyens un projet urbain englobant tout aussi bien les problématiques de

l'emploi, de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la mixité culturelle, sociale et intergénérationnelle... Dans ce contexte très stimulant, ces villes définissent de nouveaux rôles et compétences pour favoriser des dynamiques innovantes et pour définir des interfaces de coopération sur mesure entre la ville et le territoire qui l'entoure.

Il est d'ailleurs très intéressant d'observer que les villes impliquées activement dans la mise en place de politiques alimentaires, le font sur la base de motivations très diverses : pour renforcer l'auto-suffisance alimentaire et échapper ainsi au risque de spéculation des marchés globalisés ; pour dynamiser l'économie locale sur la base d'une production de qualité ; pour lutter contre l'obésité ; pour favoriser l'accès à une meilleure alimentation pour les populations défavorisées ; pour éduquer les jeunes générations etc. L'étude approfondie de ces différents projets montre comment ces pionniers ont su détecter, chemin faisant, leur potentiel extraordinaire pour renforcer la cohésion sociale et la confiance, bien au-delà des bénéfices sur la santé, l'environnement ou l'économie. De plus, ils comprennent peu à

peu combien la question alimentaire peut devenir un véritable fil rouge qui motive un travail d'équipe entre les différentes compétences de la ville en terme d'environnement urbain, de développement économique et d'emploi, d'éducation, de solidarité de culture, de loisir, de santé et qui plus est, donne consistance à une osmose synergique avec les territoires avoisinants.

En conclusion, la mise en pratique d'une nouvelle gouvernance alimentaire passe par la prise de conscience du rôle promoteur de la consommation alimentaire, tant pour la santé publique et l'inclusion sociale que pour un développement territorial plus harmonieux, dans un nouveau modèle de développement, où la nourriture (re)devient alors le support d'un dialogue fécond entre sociétés des champs et sociétés des villes et qui, par conséquent, va bien au-delà du simple contexte urbain, car pertinent pour poser le problème de la gouvernance aussi bien à l'échelle des villes qu'à celle des régions, des États ou de l'Europe. -



La crise des économistes

Alistair Smith
Banana Link

JUIN 2014

Partout et à tout moment, on entend parler de la « crise économique ». C'est comme si, dans le cas de l'Europe, il allait suffire de remettre l'économie sur les rails de la croissance pour que tout aille mieux : on retrouverait ainsi le bonheur, la solidarité, l'optimisme, même la santé. C'est comme si le message de la première 'envoyée spéciale' des économistes dits néo-libéraux, Madame Thatcher – « il n'y a pas d'alternative » – était si bien passé qu'il a été complètement internalisé par presque toutes les principales forces politiques sur presque tous les continents.

Les populations, elles, aimeraient bien croire que des alternatives économiques et monétaires existent, mais qui parle de ces alternatives aux citoyens électeurs? N'est-il pas évident qu'un des facteurs clé du 'choc' des élections européennes de cette fin de mai 2014 est précisément que les grands partis traditionnels ne parlent pas et ne proposent pas d'autres manières de voir l'économie et d'organiser la vie économique? Ne pourrait-on pas voir le soutien de beaucoup de citoyens à des discours nationalistes, simplistes, voire racistes, comme l'expression électorale d'un sérieux manque de débat et d'éducation à l'économie ?

Et voici maintenant que les jeunes apprentis-économistes eux-mêmes lancent une alerte sur le manque de pluralisme dans les institutions où ils ont choisi de se former. Ils ont compris que la pensée unique ne peut

résoudre la crise, forcément mondialisée par la nature même du système économique et monétaire dans lequel ils sont nés.

De ce manque de pluralisme découlent non seulement un 'monothéisme' politique parmi les gouvernants des états-nations et des instances inter-gouvernementales, mais aussi une espèce d'auto-censure intellectuelle parmi ceux et celles qui pourraient - et devraient - faciliter les articulations entre des alternatives qui existent bel et bien au niveau local - et des transformations économiques nécessaires à d'autres échelles.

Le réseau Terre Citoyenne et nous les partenaires de la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme) avons la responsabilité d'agir : de concevoir/conceptualiser ces transformations, de visualiser dans la pratique les articulations entre les niveaux micro-, méso- et macro-, de participer à la relocalisation, à la dématérialisation.. bref, à une économie en syntonie avec nos valeurs. Tout ceci doit être basé sur l'analyse et la diffusion d'exemples réels, ce qui exige de mettre les praticiens, les enseignants-chercheurs, les critiques, le monde politique et les mouvements de la société civile à l'œuvre.

Quels sont les outils d'une transition économique ? Quels rapports veut-on entre la production, la distribution et la consommation ? Comment internaliser dans les prix les externalités qui menacent de détruire nos sociétés

et notre planète - des coûts écologiques et sociaux à l'évasion fiscale? Qu'est-ce qu'un prix juste ? Quels enseignements une cartographie des alternatives existantes et en construction pourrait-elle nous apporter ?

Dans notre petit monde de l'économie internationale de la banane, nous essayons de traiter ces questions difficiles en mettant autour de la table la diversité d'acteurs économiques et sociaux, en explorant la viabilité des différentes approches concernant la répartition de la valeur dans les filières, en essayant de voir comment arriver à une situation où tous les acteurs tirent une rémunération décente pour leur travail, et de trouver des manières de produire et de distribuer un fruit qui seraient cohérentes avec une économie durable, éthique, plurielle, solidaire.

C'est un travail en cours, un travail très imparfait, avec des avancées et tous les obstacles qu'on peut imaginer, mais nous y croyons et nous tenons à construire une expérimentation basée sur des valeurs éthiques que les différents acteurs pourront graduellement s'approprier. Il faudrait multiplier ces efforts multi-acteurs pour construire des filières durables et équitables dans d'autres secteurs, et collectivement traiter les questions plus larges et plus complexes du comment de la transformation économique nécessaire.

Label Artysanal® : l'odyssée humaine de la mer à la table

Bruno CORREARD

Projet Artysanal® et Association SMART



SEPTEMBRE 2014

Je viens des montagnes, à la frontière entre la France et la Suisse. Quand j'étais enfant, les seuls poissons que je côtoyais étaient fossilisés dans les parois calcaires que je m'amusais à escalader.

Autant dire que je ne connaissais, à cette époque, pas grand-chose à la mer. Mais tous les chemins mènent à Rome paraît-il. Et c'est le pur hasard qui m'a fait découvrir, il y a 15 ans, ce « Monde du silence »¹. Un monde que j'ai aimé passionnément dès lors pour y retrouver des valeurs identiques à celles qui prévalent au sein des gens de montagne : patience, courage, foi, détermination, respect, et persévérance.

Etre un novice dans un domaine vous donne pourtant une certaine crédibilité, à travers votre faculté à percevoir et à analyser les éléments sans idée reçue ni préjugé. C'est la raison pour laquelle lorsque je suis arrivé à la conclusion que les pêcheries les mieux gérées étaient des structures côtières, artisanales,

à petite échelle, j'ai su qu'il était de mon devoir de le faire savoir au plus grand nombre.

C'était il y a 10 ans et je ne savais pas par où débiter.

Fort heureusement j'ai très vite rencontré des personnes parmi les plus motivées, les plus talentueuses, et les plus fidèles pour m'accompagner dans cette mission. Car rien n'aurait pu émerger sans la motivation, l'appui et le travail passionné de tous. Malgré les tempêtes, les vagues déferlantes et autres vents contraires nous avons su, ensemble, tenir la barre et maintenir le cap pour finalement atteindre notre destination. Chacun doit être chaleureusement remercié pour avoir, à sa façon, contribué à nous faire arriver à bon port. En premier lieu la Fondation FPH et le Forum Mondial des Pêcheurs et Travailleurs de la Pêche. Ensuite les membres de la Responsible Fishing Alliance –

aujourd'hui Association SMART- et tous nos amis de l'Alliance Terre Citoyenne, sans oublier nos partenaires du secteur privé.

De cette odyssée collégiale est né le label Artysanal® de pêche responsable pour les pêcheries artisanales, côtières, à petite échelle. Un formidable outil destiné à rendre accessible au plus grand nombre de consommateurs, ici et ailleurs, des produits de la mer d'excellences obtenus dans le respect des Hommes et des environnements dans lesquels ils évoluent.

L'odyssée Artysanal® est la vôtre. Et c'est également mon Mont Blanc à moi. Merci à tous, et bon vent!



Une Université de la diversité et un dialogue de savoirs en marche

Vladimir Ugarte
Almedio&Empodera Consultores

NOVEMBRE 2014

«Pensons comment nous pensons». C'est l'invitation qu'Alejandro Angulo nous faisait dans la salle de l'Université Colegio Mayor de Antioquia, à Medellín, ce mardi 21 octobre dernier, pendant la 2ème journée de la rencontre internationale «Croître dans la diversité» organisée par l'Université internationale Terre Citoyenne, UiTC, sous les auspices de la Faculté de Sciences Sociales du Colegio Mayor de Antioquia, IUCMA. Cet appel résonne comme un défi multiple pour tous ceux impliqués dans le développement de cette université de nouveau genre, innovatrice, ouverte et inclusive.

L'événement a constitué un premier pas pour le développement d'un pôle latino-américain de l'UiTC, basé sur la diversité. Une diversité de structures, puisqu'y étaient représentées des universités colombiennes (IUCMA de Medellín, Externado de Bogotá, du Nord de Barranquilla), chilienne (Concepción), brésilienne (Planalto Catari-nense), équatorienne (la Métro de design), argentines (de Saint-Martin et de Córdoba) ainsi que des mouvements sociaux (Contag du Brésil, l'Université Ixil du Guatemala), ongs et initiatives citoyennes (Cafolis d'Équateur, Dialogues pour la Démocratie du Pérou).

Diversité de savoirs et de sens. En reprenant l'aphorisme d'Alejandro Angulo, il s'agissait pendant la rencontre d'identifier à partir des différentes expériences présentes les éléments de rupture, de tension, de synergie qui permettent de générer un dialogue entre les différents centres de création de savoirs, les universités, les organisations citoyennes et les mouvements sociaux avec le propos de rapprocher le monde académique des problématiques qui atteignent la citoyenneté et les territoires et de générer les ponts permettant de tracer de nouvelles règles pédagogiques, de nouveaux postulats éthiques, de nouvelles

lignes d'action et de développement où l'UiTC puisse jouer un rôle fondamental.

L'un de ces objectifs est justement la nécessité d'avancer avec autonomie et diversité pour penser et agir d'une manière alternative face aux défis actuels :

- construire une éthique de la responsabilité sociale et politique qui donne le cadre central de l'action du dialogue de savoirs
- contribuer avec des actions pédagogiques à récupérer la dignité de l'être humain et reconstruire ce minimum moral commun que nous avons perdu par l'action de l'actuelle «financiarisation» de la vie et des biens communs
- avancer dans la reconstruction du langage et des concepts pour les reconnecter avec nos propres sens de la vie, nos manières d'interpréter le monde, de respecter l'ancestral, le générationnel, le temps, la mère-nature
- resituer les histoires personnelles, le vécu, les trajectoires communes et diverses au centre de notre histoire pour pouvoir depuis cette perspective peser et influencer sur les politiques qui nous concernent
- être capables d'innover, de créer, d'adapter, des nouveaux modèles formatifs / éducatifs « subversifs » pour mettre en place des laboratoires sociaux de transformation sociale et collective.

Diversité, autonomie et unité. Ces trois composantes qui semblaient antagoniques se retrouvent dans cette proposition de dialogue de savoirs indissociables et dépendantes les unes par rapport aux autres. Et c'est là, un des acquis de cette belle rencontre en vue de repenser un nouveau postulat pédagogique pour l'action de l'UiTC.

Quels seront alors les prochaines étapes de cette aventure collective ? :

Fin novembre, à Grenoble, l'UiTC et ses partenaires Modop et Contrevent organiseront une Rencontre d'Automne sur les savoirs et les transformations sociales. Cet événement tentera à partir de l'expérience et la dynamique locale riche de ce territoire français, d'avancer dans la réflexion sur les manières par lesquelles les savoirs peuvent renforcer les processus de transformation sociale. À cet événement participeront des acteurs professionnels de la transformation/action sur le territoire, ainsi que des universitaires travaillant sur cette thématique et des acteurs locaux de l'éducation populaire. La rencontre permettra entre autres d'asseoir les bases d'un développement de l'UiTC sur ce territoire et de contribuer à cet énorme chantier de travail de l'UiTC.

En mars 2015, au Guatemala, l'UiTC et son partenaire l'Université indigène ixil (Guatemala), réaliseront une rencontre internationale pouvant établir

un trait d'union entre la formation au service de la transformation et la défense et promotion de nos biens communs. Quel meilleur endroit pour un tel événement que celui-là ? Celui du peuple ixil qui pendant des siècles a lutté au prix de sa vie (face à un État génocidaire) pour la défense de son patrimoine culturel, sa vision de monde, sa spiritualité, ses règles collectives pour organiser la vie de ses membres en accord avec l'environnement naturel ?

Alors, « Repensons notre façon de penser », d'accord? et continuons dans le cadre de l'UiTC à proposer et mettre en œuvre des manières alternatives de nous former, de penser et de nous mettre en relation afin de contribuer, malgré la petitesse de nos pas de fourmis et nos grains de sable, à la construction d'une société plus respectueuse de l'humain, plus généreuse et juste et moins arrogante et ignorante.



L'UiTC: une expérience qui valorise chez l'autre son histoire, sa connaissance et son savoir, une proposition éthique sur la connaissance

Pedro Avendaño

Université Internationale Terre Citoyenne

DÉCEMBRE 2014

La promesse du XIXe siècle était de sortir de l'obscurantisme des sciences religieuses et de toute autre science ésotérique afin d'arriver à la vérité, au progrès et au bonheur. Quand le XXe siècle s'est terminé, personne ne pouvait affirmer, raisonnablement, que c'était quelque-chose d'effectif, et alors que le XXIe siècle s'installe sur sa deuxième décennie, le désenchantement de la contribution de la science et de la technologie aux aspirations humaines de bien-être et de développement, a peu ou rien à argumenter en sa faveur.

Contrairement aux apparences, la science ne s'est pas intégrée au sein de la culture, car la génération de connaissance et ses applications technologiques transforment l'économie et non les savoirs des personnes. C'est à dire que la connaissance standardisée dans les grands centres de production est liée de manière directe aux corporations que contrôlent le système économique mondial. La présence dévastatrice du virus Ebola a été un précédent tragique concernant la vulnérabilité dans laquelle se trouvent les personnes, et ce malgré le fait de cohabiter avec des savoirs époustouflants. Il y a moins de cinq ans de cela, les scientifiques ont pu voir cette fameuse particule de dieu et en même temps, des maladies infectieuses et contagieuses – liées directement à la pauvreté, la misère et l'exclusion – continuent de tuer des millions d'êtres humains.

Certainement, la science a produit des sauts quantitatifs pour l'humanité et la même globalisation, im-

pulsée par la révolution technologique, ont configurés un monde de nouveaux paradigmes et complexités, mais c'est également indéniable que l'humanité n'est pas sortie renforcée mais plutôt affaiblie. La notion d'Etat-Nation a été remplacée par le principe de niche de marché, il ne s'agit plus de pays et encore moins de peuples (car dans certains pays le mot peuple est attentatoire à la modernité et le développement), sinon de population avec ou sans la capacité de vendre ou acheter des biens et des services. L'air se vend en bons de charbon et l'industrie se déplace vers la périphérie du système international pour abaisser les coûts de production et ce qui se préserve dans le centre du système, se détruit dans dans ses propres frontières. Le monde n'est pas en manque de connaissances ! Il a trop d'ambition et lui manque de l'éthique.

Pendant des années nous avons essayé d'expliquer à travers de nouveaux concepts, les vieilles pratiques de la nature humaine, nous sommes passé du naturalisme au positivisme, nous avons inauguré le systémique puis tombé dans l'holistique et sauté avec intention la phénoménologie, le matérialisme dialectique, le marxisme et le capitalisme, la logique aristotélique et la cartésienne, et la Bacon et la Heidegger et tant d'autres... tellement pleine de concepts et d'hypothèse que nous enterrons la nature sacrée de l'homme, comme au dire de Hölderling : « c'est un dieu quand il rêve et à peine un mendiant quand il pense ».

Et ainsi, de mendiant en mendiant, et de tellement étiré la main pour quelques miettes de raison, nous avons transité vers une société capable de voir, dans la connaissance et dans les savoirs, une matière première pour la mettre à la vente dans le grand supermarché de la planète. Ernesto Sabato ne se trompait pas quand il écrivait dans *Héros et Tombes* que l'homme était en train de se transformer en l'engrenage d'un système pervers qui démolissait les fondations de la raison et de l'affecte pour les remplacer par la production et l'efficacité.

Nous ne sommes pas capable de regarder l'Autre, nous ne sommes pas capable de reconnaître l'Autre, nous ne sommes pas capable d'accompagner l'Autre et après nous pleurons parce que la démocratie se débilite ou parce que nous devons assister au spectacle des guerres à travers la télévision, souhaitant que les jeunes ne se droguent pas ou évitent leurs responsabilités sociales. Il nous manque une éthique afin de d'affronter les transformations que nous souhaitons tous et que nous nous conformons dans le silence de la commodité et de la complaisance. Je connais un pays qui fait des révolutions sans citoyen(ne)s et qui punit ceux qui se rebellent en tentant d'exercer le droit de penser, car la diversité a été remplacée par la vitrine du développement et par la standardisation et parce que la standardisation est aujourd'hui synonyme de développement et bien-être. Mais j'en connais d'autres qui ont montés une université dans l'immensité de leurs montagnes et sans demander la permission à qui que ce soit, et d'autres qui ont dit que l'éducation, la connaissance et les savoirs sont et doivent être subversifs, de véritables flèches tirées dans le coeur de l'homme et de la femme.

L'Alliance Terre Citoyenne d'abord et l'Université Internationale Terre Citoyenne (UiTC) après, ont été un rêve, un effort et une réalité, mais ce n'est pas plus de ce que chacun(e) des intégrants veut que ce soit. Il s'agit d'un espace qui déclare la valeur de la personne humaine dans une nouvelle traversée vers la reconnaissance de la planète, des territoires, des communautés et des peuples. Cet éditorial est dédié aux hommes et femmes qui se lèvent dans la subversion des journées afin de construire des nouveaux ponts vers où transitent l'éthique, le regard et le sourire.

On nous a parlé de Biens Communs et des Communs ; dans ces terres des Amériques comme dans ces autres d'Afrique et d'Asie, les plus pauvres d'aujourd'hui et ancêtres des temps passés, les plus vulnérables et les moins sages ont parlés depuis les temps immémoriaux de l'eau, du savoir, de la terre, des océans, des arbres, des rivières, des métaux, mais nous ne les avons pas cru sinon jusqu'à ce que nous puissions l'écrire dans des livres aux langues dominantes et aux religions acceptées et alors les sociétés ont incliné leurs genoux, surpris de tant de découvertes, et se sont emparés du nouveau droit d'écrire l'histoire. Moi, je revendique non pas le concept, non pas le jugement, non pas le premier mot sinon le cris, la furie, le pleur et le rire d'une nouvelle éthique humaine, solidaire, fraternelle et ingénument rêveuse. Tel est le chemin de l'UiTC.



www.terre-citoyenne.org



www.uitc-edu.org